

**L'AVENIR
AIME
LA FRANCE**

En 2012, les Français ont rendez-vous avec la démocratie, c'est-à-dire avec eux-mêmes. Ils diront si, oui ou non, ils veulent que se poursuive la même politique menée depuis dix ans par les mêmes responsables pour obtenir les mêmes résultats. Ils éliront le président de la République et la majorité parlementaire auxquels ils confieront le destin de la nation. Ils répondront à la question qui commandera toutes les autres et qui se pose avec une gravité inédite depuis un demi-siècle : oui ou non, la France retrouvera-t-elle confiance dans l'avenir ?

Car, dans notre pays, l'inquiétude économique et la souffrance sociale sont immenses. Le chômage, les inégalités, la relégation sociale dont sont victimes les jeunes notamment, dans les banlieues mais aussi les zones rurales, la montée des incivilités et de la violence gratuite, se sont aggravés au cours des dix dernières années.

S'y ajoute une crise de sens comme la France n'en a pas connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Les repères et les règles du monde d'avant ont volé en éclats. Un monde scindé entre Est et Ouest, Nord et Sud, où l'État-nation était le cadre des solutions, où le progrès social cheminait avec les générations, où les ressources naturelles semblaient inépuisables, où l'Europe améliorerait la vie des peuples qui la construisaient, où le projet et les institutions de la République démocratique, sociale, laïque primaient sur l'argent, sur les revendications catégorielles et les passions communautaires. Pays millénaire qui avait donné au monde sa grande Révolution, puissance agricole et industrielle, la France exerçait une influence politique et culturelle à nulle autre pareille. Elle était au premier rang d'une Europe qui comptait.

Le monde a changé et les rapports de force aussi. Nous peinons collectivement et individuellement à l'admettre car le choc est rude. Il est plus difficile qu'hier de déployer nos valeurs dans un monde

multipolaire, de défendre nos couleurs dans une concurrence exacerbée, de préserver nos intérêts économiques et de protéger notre modèle social. La France est dans le brouillard d'elle-même.

Pour donner un avenir à leur pays et à leurs enfants, nos compatriotes veulent le changement. Seulement, vers qui se tourner ? La droite sert les intérêts d'une minorité privilégiée tandis que le plus grand nombre doit éponger la facture de la crise : en payant plus de taxes et d'impôts, en renonçant à des services publics, en perdant en salaire ou en pension, le plus souvent en subissant les trois à la fois. Comme ailleurs en Europe, l'extrême droite se nourrit de l'échec des libéraux. Elle désigne des boucs émissaires et prospère sur les peurs. Ses réponses démagogiques peuvent attirer par leur simplisme, mais si elles étaient mises en œuvre, les ménages modestes, les classes moyennes, les entreprises industrielles, artisanales et les exploitations agricoles en seraient les premières victimes.

La responsabilité de la gauche en général et du Parti socialiste en particulier est historique : il nous revient de redonner foi dans la possibilité d'un nouveau départ.

Les Français attendent de nous que nous prenions la mesure des impasses du libre-échange sans limites, de l'acide que constitue pour une société l'argent gagné sans effort, de l'illusion d'une France sans usines ni paysans qui se reconverterait en musée de la mondialisation. Ils nous demandent de prendre la mesure de la colère que suscitent les élites quand elles oublient l'éthique ou les lois, le besoin de fierté que chacun veut éprouver pour son pays quand il est représenté sur la scène internationale, l'envie de vivre debout et pas seulement de survivre de contrats précaires en revenus d'assistance. Le devoir des socialistes est de répondre à ces angoisses et à ces aspirations. C'est un devoir de sérieux et de solutions bien sûr, mais d'indignation et d'imagination avant tout. Un devoir de vérité et d'action. Un devoir républicain.

COMPRENDRE QUE LE MONDE BASCULE

Ces vingt dernières années, le cours du monde s'est accéléré au point de le rendre méconnaissable. Les changements sont allés plus vite que leur analyse et leur maîtrise. Plus vite que la diffusion de l'imprimerie ou de l'électricité. Les réalités du nouveau siècle obligent les responsables politiques et les citoyens à résoudre ensemble des enjeux longtemps négligés.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE ET LA FIÈVRE ÉNERGÉTIQUE METTENT EN JEU L'AVENIR DE LA PLANÈTE

À l'été 2011, sept milliards d'individus, quatre fois plus qu'il y a un siècle. Un monde peuplé de neuf milliards d'habitants en 2050, consommant et produisant autant qu'en 2010, sera écologiquement intenable. Épuisement de l'eau et des énergies fossiles, déforestation, urbanisation incontrôlée, nous faisons comme s'il y avait une seconde Terre à investir une fois épuisées les ressources de celle qui nous accueille. L'arrivée de nouveaux géants économiques qui réclament leur part de bien être matériel, conjuguée à un mode de développement fondé sur l'exploitation de la nature, rapproche le monde d'un point de bascule.

Hausse des températures, montée des océans, sécheresses inhabituelles, les effets de la surexploitation de la nature se font douloureusement sentir. De combien d'avertissements avons-nous besoin ? La catastrophe de Fukushima qui a frappé le

Japon et son peuple a concentré les menaces des temps nouveaux : le plus grave séisme a déclenché le plus terrible tsunami, qui a provoqué le plus lourd accident nucléaire dans un pays développé. Y a-t-il défi plus impérieux, plus noble, pour notre civilisation qu'éviter le désastre planétaire ?

Partout, péril écologique et inégalités sociales se renforcent mutuellement. Des vingt-huit pays les plus exposés aux bouleversements climatiques, vingt-deux situés en Afrique subsaharienne, sont parmi les plus pauvres du monde. En France, les ménages les plus modestes consacrent 15 % de leur revenu aux dépenses énergétiques, soit 2,5 fois plus que les ménages les plus riches. Pour nous, la préservation environnementale est inséparable de la justice sociale.

LA MONTÉE DES ÉMERGENTS ENTRAÎNE UN RECENTREMENT DU MONDE, MAIS AUSSI LA CRISPATION DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES

L'Europe n'est plus le cœur de l'Occident, qui n'est plus le centre de la planète. Rangeons nos vieilles mappemondes, elles ne disent pas le monde actuel. Désormais, les nations d'Asie referment la parenthèse de leur effacement. Elles sont optimistes, conquérantes, soucieuses de leurs intérêts, parfois agressives. En 2010, la Chine est devenue la deuxième force économique mondiale, mais son objectif est de se hisser en haut du podium. Seule la date fait encore débat : 2040, 2050 ? Elle fait déjà la course en tête en matière d'exportations, de réserves de change et de dépôt de brevets, en nombre d'internautes et d'automobilistes, pour la fabrication d'ordinateurs et d'éoliennes, la production de pommes, d'acier et de béton. Pour maintenir le rythme de sa croissance, elle



dévore les matières premières et l'énergie : elle est le premier émetteur de CO₂. Sans oublier tous les autres, émergents ou émergés : l'Inde, le Brésil, la Russie, mais également la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Mexique.

En même temps, les Européens perdent confiance. Leur modèle économique est à la peine après deux décennies où la dette, celle des ménages ou celle des États, a remplacé la hausse des salaires. La mondialisation bat en brèche nos certitudes les plus ancrées : Européens et Américains n'ont plus le monopole des productions à forte valeur ajoutée. Les pays émergents sont en phase de rattrapage, sinon de dépassement, qu'il s'agisse de technologies ou d'enseignement supérieur. Après quatre siècles d'hégémonie, les nations occidentales vieillissent et semblent résignées à cultiver leur passé plutôt qu'à se projeter dans l'avenir. La conviction que démocratie et marché, droits de l'homme et commerce vont de pair, est remise en cause par les capitalismes de parti unique ou de mafias qui concurrencent ou supplantent nos économies – comme si la promesse de 1989 et de la chute du mur de Berlin était ajournée, peut-être même oubliée.

De telles secousses, dans une période de chômage de masse et de précarité, ébranlent les sociétés européennes. Des coupables sont montrés à la vindicte : l'étranger, le descendant d'étranger, le musulman, mais aussi les Hongrois pour les Slovaques, les Italiens du Sud pour ceux du Nord, les Wallons pour les Flamands en Belgique, les habitants de Castille pour certains Catalans en Espagne. Face à ces

changements d'échelle et aux tensions qu'ils font naître, les solutions passent par une nouvelle coopération entre les peuples, un « G192 » dans le cadre des Nations Unies pas seulement un G20 dans l'intérêt des pays les plus puissants, ainsi que par une réorientation de la construction européenne. Ce sursaut doit venir dans les dix prochaines années. Après, il sera trop tard pour inverser la tendance.

LES RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES ET LA VITESSE CHANGENT PROFONDÉMENT LA VIE PERSONNELLE COMME LA VIE PROFESSIONNELLE

Ces révolutions donnent le meilleur et le pire. Le meilleur, comme l'accès à l'information : au Maghreb et au Moyen-Orient, non seulement la jeunesse a commencé à utiliser Twitter plutôt que le fusil, mais le monde entier a pu vivre les révoltes populaires contre les dictatures. La précipitation peut aussi engendrer le pire, comme lorsque l'adoption d'un projet de loi obéit à la charge émotionnelle des titres du « 20 heures ». Trop souvent, c'est l'actualité qui fait la loi, non la loi qui fait l'actualité.

Les nouvelles technologies peuvent aussi conduire à l'aggravation des conditions de production des salariés : sous-traitance, recours intensif aux contrats à durée déterminée, à l'intérim et aux temps partiels, réduction des temps de pause... Ces nouvelles organisations du travail où les salariés sont mis en compétition avec les autres comme avec eux-mêmes peuvent conduire jusqu'au suicide. Ces drames survenus en nombre couvent dans

bien des entreprises, souvent les plus grandes où les dirigeants sont des financiers et leurs employés des numéros. La pression du client et du rendement domine, en production comme dans l'encadrement, dans l'industrie ou dans les services, dans le secteur privé comme dans la fonction publique.

Les temps sociaux sont éclatés. Finies, la séparation de la vie en tranches entre l'école comme temps de formation, la profession comme temps de travail, la retraite comme temps pour parachever sa vie. On peut être étudiante à 70 ans, grand-père à 40, voyageur à 16. Quant au temps libre, l'est-il vraiment quand les courriers électroniques et les sonneries du téléphone portable accompagnent nos pas ? De combien de temps dispose-t-on pour des activités vraiment choisies ? Ces questions, ici ou à l'autre bout du monde, des centaines de millions de personnes ne se les posent pas, tant elles sont stressées.

L'INSUFFISANTE RÉGULATION DU CAPITALISME AMÈNE DES CRISES À RÉPÉTITION

En général, les dirigeants des pays les plus riches ne tirent pas les bonnes leçons des dégâts provoqués par les mauvaises pratiques. « *Nous allons moraliser le capitalisme* », avaient-ils promis après l'effondrement de la banque américaine Lehman Brothers, épice centre du plus grave séisme financier depuis 1929. Trois ans plus tard, on nous dit que la crise est finie. La réalité est moins rose. Dans notre pays, les entreprises du CAC 40 vont distribuer, en 2011, 40 milliards d'euros de dividendes à leurs

actionnaires alors qu'un quart des salariés, soit plus de six millions de travailleurs, perçoivent moins de 750 euros par mois, environ 25 euros par jour. Dans l'année qui a suivi la crise des *subprimes*, les gouvernements ont consacré plus d'argent pour soutenir les banques et les institutions financières que le monde n'en avait dépensé, en un demi-siècle, pour aider les pays pauvres !

Malgré des annonces tonitruantes, aucune des préconisations ou des sanctions évoquées par le G20 n'a été concrétisée à ce jour. Ni la lutte contre les paradis fiscaux, ni la séparation des métiers bancaires, ni la réforme des agences de notation, ni l'encadrement des fonds spéculatifs et autres hedge funds. Notre vie quotidienne est remplie d'interdits de toutes sortes, mais la délinquance financière n'est pas réellement réprimée par les autorités publiques. À juste raison, aux yeux des citoyens, l'absence de radars sur les autoroutes de la finance traduit une démission du politique face aux profits et aux profiteurs.

LE VIEILLESSEMENT DES POPULATIONS MARQUE UNE VICTOIRE SUR LA MALADIE ET LA MISÈRE, MAIS IL CHANGE AUSSI EN PROFONDEUR NOS SOCIÉTÉS

Dans les pays occidentaux, l'espérance de vie sera supérieure à 90 ans d'ici 2030 et la natalité n'assurera plus le renouvellement des générations. À cet horizon, l'Allemagne va perdre dix à quinze millions d'habitants, la Russie entre quinze et vingt, le Japon entre vingt et trente. À la même époque, l'Inde deviendra





le pays le plus peuplé, devant la Chine dont la population commencera à se réduire et à vieillir – ce qui ne sera pas sans effet sur son ordre social ni sur les relations internationales.

Une révolution se profile : le monde comptera de moins en moins d'actifs pour accompagner les personnes âgées et financer la dépendance. Avec le risque du chacun pour soi : retraites par capitalisation, développement des assurances privées, taxes sur les médicaments. Pourtant, la démographie impose de nouvelles solidarités qui sont autant d'opportunités : comment utiliser l'expérience des seniors ? Comment favoriser l'engagement associatif et citoyen des aînés ? Comment mêler les générations pour gagner en générosité, mais aussi en compétitivité ? L'enjeu n'est pas seulement de vivre plus vieux, mais de vivre mieux.

CAPITALISME À BOUT DE SOUFFLE, SARKOZYSME EN FIN DE CYCLE

De tous les continents, l'Europe est celui où la croissance est la plus faible et le chômage le plus élevé. Et la France en Europe affiche des résultats malheureusement plus médiocres que beaucoup de ses partenaires. C'est que l'impasse des choix économiques et fiscaux opérés par l'actuel président de la République et par sa majorité s'est ajoutée à l'impact du capitalisme financier en surchauffe.

LE PREMIER CHOC QUI A AFFECTÉ NOTRE PAYS, C'EST LA CRISE

Elle a explosé en 2008, mais elle vient de loin. Elle n'est pas un accident de la conjoncture, mais l'échec du modèle fondé sur la devise « *financiarisation, déréglementation, privatisation* ». Depuis la fin des années 1970, la hausse des profits ne s'est pas convertie en biens et en services, pas plus en innovations et en emplois.

Du début à la fin, la crise actuelle est celle du partage de la richesse. Pour accroître les profits, les gouvernements libéraux ont affaibli la protection sociale et le pouvoir d'achat – avec en Europe la passivité de certains dirigeants sociaux-démocrates. Depuis 1990, la part des salaires dans la richesse globale a baissé de dix points tandis que l'écart salarial entre

riches et pauvres n'a cessé de se creuser. Les pouvoirs ont été peu à peu confiés aux actionnaires et à leurs représentants. Avec des effets en cascade : primauté du court terme, recherche du profit maximal au détriment des équilibres écologiques de la planète, encouragement à l'endettement, explosion des injustices, approches nationales plutôt que coopération internationale.

Cette prédation exercée par la finance sur l'économie plombe l'activité des entreprises, les vraies, celles qui produisent, embauchent, forment. Les paradis fiscaux, bancaires et judiciaires rient au nez des États dont la plupart n'envisagent pas sérieusement de mettre fin aux activités illicites qu'abrite une kyrielle de principautés et d'îlots confettis. Les fonds spéculatifs, sous la pression des actionnaires, exigent une rentabilité à deux chiffres même si la croissance du secteur dans lequel ils ont investi n'excède pas un ou deux pour cent. Les banques sont toujours aussi puissantes, mais rien ne prouve qu'elles soient devenues plus transparentes ni plus prudentes. Les dettes souveraines s'accumulent et ne sont supportables que grâce à des taux d'intérêt faibles : qu'ils soient relevés, sous l'effet de la flambée du pétrole par exemple, et les créanciers présenteront l'addition massive aux États.

Les États, précisément, ont paré au plus pressé. Sauf qu'en venant au secours des banques pour éviter la banqueroute de l'économie et la faillite des entreprises, ils se sont aussi fragilisés. Les efforts de régulation mondiale sont insuffisants. En Europe, les dirigeants de la zone euro imposent une austérité systématique qui va ralentir la sortie de crise et nourrir le cercle fatal de la dépression.

Au plus fort de la tourmente, la France a pu apprécier son modèle social, celui-là même que

la droite dénigre et démolit. Ce sont les dépenses sociales qui ont soutenu la consommation des ménages. C'est la commande publique – à commencer par celle des collectivités locales dirigées par la gauche – qui a préservé l'activité des entreprises. Malgré ces efforts, la croissance et l'emploi sont plus faibles chez nous que dans nombre de pays développés, et pas seulement en Allemagne.

SI LA FRANCE S'EN SORT MOINS BIEN QUE D'AUTRES EN EUROPE, C'EST PARCE QU'ELLE A SUBI, ELLE, LE CHOC DU SARKOZYSME

La présidence qui s'achève restera comme celle des promesses non tenues et du temps perdu. La déception est si grande que, comme jamais sous la V^e République, notre démocratie est abîmée et notre peuple divisé.

L'échec de l'UMP et de son chef est d'abord économique et social : les résultats ne sont pas là.

La dette et le déficit public ont explosé bien avant la crise sous l'effet des baisses d'impôts accordés aux plus fortunés. L'industrie a perdu près d'un demi-million d'emplois. Notre déficit commercial se chiffre à plus de 50 milliards d'euros par an. La stagnation du pouvoir d'achat rend la vie quotidienne de plus en plus chère et aggrave le surendettement des familles. L'augmentation du chômage de longue durée signe la faillite de la défiscalisation des heures supplémentaires. La grande pauvreté touche huit millions de personnes, dont 1,5 million d'enfants et un million de personnes âgées. La dernière enquête de la Fondation Abbé Pierre a confirmé que quatre millions de Français sont mal logés et près de 200 000 sans abris. « *Travailler plus pour gagner plus* », « *tous propriétaires* » – les slogans sarkozystes n'ont duré que le temps d'une campagne. Le report



de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans a été décidé au détriment des salariés qui ont commencé à travailler tôt et exercé des emplois pénibles : la France est le seul pays d'Europe à avoir procédé ainsi. Le démantèlement des services publics est érigé en dogme, à coups de Révision générale des politiques publiques (RGPP) aveugle. Les fonctionnaires sont montrés du doigt, qu'ils soient professeurs ou magistrats, infirmières ou policiers. Se soigner devient un luxe pour de nombreux Français qui ajournent des soins ou une intervention à l'hôpital. Les inégalités fiscales atteignent un niveau inconnu depuis 1945 : grâce aux niches et exonérations que l'UMP leur a accordés depuis dix ans, les plus riches jouissent de taux d'imposition plus faibles que ceux des classes moyennes et des ménages modestes – comme si la France reniait la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen où il est inscrit, à l'article 13, que la contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

L'échec est aussi démocratique. Évanouie, « la République irréprochable », envolé, « l'État impartial ». La fonction présidentielle est dépréciée depuis qu'elle consiste à tout commenter et tout régenter. Les ministres, et d'abord le premier d'entre eux, sont ramenés au rang de collaborateurs ou de courtisans. Le Parlement est réduit à la portion congrue. Les grands corps de l'État, préfets, diplomates, cadres des armées, sont désignés comme responsables des mauvais choix de l'exécutif. Les contre-pouvoirs, qu'il s'agisse des collectivités territoriales ou des organisations syndicales, sont tantôt ignorés tantôt méprisés. Les médias sont soumis au jeu des influences.

La justice est vilipendée et son indépendance est mise en cause. Les mouvements citoyens sont tenus pour quantité négligeable. Les libertés républicaines sont écornées et des mesures contre les immigrés appliquées de façon inhumaine, y compris à l'égard des enfants. La politique du chiffre imposée aux forces de l'ordre ne masque pas l'augmentation des atteintes aux personnes et aux biens. Pour la première fois, un président a utilisé son mandat à affaiblir la République plutôt qu'à la renforcer.

L'échec est diplomatique. Depuis 1958, par-delà les alternances et les époques, tous ceux qui ont exercé la magistrature suprême ont contribué au rayonnement de la France. Tous sauf l'actuel chef de l'État. Aujourd'hui, le message de la France est brouillé et son image pour le moins altérée. Nos réseaux diplomatiques et culturels ont été réduits. Dans un monde en ébullition, nous manquons d'instruments d'information, d'analyse et de renseignement – en témoigne l'aveuglement de l'Élysée face aux premiers soulèvements populaires arabes. Surtout, l'impulsivité ne fait pas une méthode ni la communication, une vision. Nicolas Sarkozy a commis une faute en faisant reposer son projet d'« Union pour la Méditerranée » sur deux piliers, les présidents Ben Ali et Moubarak, chassés par les peuples tunisien et égyptien. Il a entamé le crédit de la France en déroulant le tapis rouge à Kadhafi le massacreur quand d'autres démocraties dénonçaient ses forfaits. Lorsqu'il a agi, avec raison, trois ans plus tard, pour empêcher le régime libyen de massacrer son peuple, il l'a fait tardivement sans souci de fédérer les Européens autour d'une initiative partagée, ni obtenir la mise

en place d'une défense européenne pourtant annoncée lors du retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN. Au cours de son mandat, Nicolas Sarkozy a indigné l'Afrique en prononçant à Dakar un discours néo-colonialiste. Il a provoqué, irrité, humilié parfois, nos partenaires. Maintenant, les États-Unis se déterminent sans la France, la Chine se joue d'elle, la Russie n'attend rien de nous, l'Allemagne fait cavalier seul. Depuis 2007, la France a rapetissé aux yeux des autres puissances et des Français.

L'échec du sarkozysme est, de bout en bout, un échec moral.

L'actuel chef de l'État entama son mandat dans un restaurant de luxe avant de gagner le yacht d'un milliardaire de ses amis croisant en mer de Malte. La « cérémonie » du Fouquet's a installé d'emblée une oligarchie financière au cœur de la République. Les conflits d'intérêt ont émaillé le quinquennat. Les « affaires » n'ont pas quitté l'actualité. Quel contraste avec la rigueur dans la gestion publique qui, voilà dix ans, était la marque du gouvernement de Lionel Jospin. Mais il y a encore plus grave avec les opérations politiciennes qui disloquent la nation. La controverse sur l'identité nationale et les propos racistes de plusieurs ministres ou parlementaires de la majorité ont banalisé les slogans du Front national et stigmatisé nos compatriotes de confession musulmane. Les errances sur la laïcité, depuis la péroration de Latran, nuisent au principe même de notre concorde nationale.

Au total, le sarkozysme met l'avenir en échec.

Précarité professionnelle, pauvreté souvent, déclassement sont le lot quotidien de trop de

jeunes, dont le gouvernement se méfie et qui ne trouvent pas la confiance qu'ils méritent dans la société. À l'autre bout de la chaîne, trop de salariés âgés de 50 ans et plus sont congédiés de leur entreprise. Les investissements qui préparent le futur sont insuffisants. Alors que la course à la matière grise fait rage, l'urgence commandait-elle de réduire la TVA dans la restauration, pour un coût de trois milliards d'euros au budget de l'État chaque année, quand on sait le délabrement de tant de nos bâtiments universitaires ? La preuve de cet oubli de l'avenir, c'est l'abandon de l'éducation, la multiplication des réformes malheureuses et le découragement des personnels comme des élèves.





LA PANNE D'ESPOIR

Le capitalisme financier, loin des compromis de l'économie sociale de marché, est redevenu une fabrique à inégalités et à brutalités voisine de celle qui se déployait au XIX^e siècle. Quant aux responsables des partis conservateurs, ils s'éloignent de leurs prédécesseurs qui exaltaient « *une certaine idée de la France* » adossée à une certaine vision de l'homme. Au lieu de projeter le pays dans la mondialisation, ils lui infligent des régressions qui l'affaiblissent et le meurtrissent. Le sentiment collectif est que l'avenir se dérobe. Mais au nom de quoi, après avoir semé tant d'idées fondatrices dans l'histoire, la France rejoindrait-elle le banc de touche ? Pourquoi l'avenir est-il en panne ? Nous avons bâti notre projet pour répondre à ces questions.

LA PANNE D'ESPOIR, C'EST LE DÉCLASSEMENT VÉCU OU REDOUTÉ PAR LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS.

Dans les années 1960, une personne sans qualification trouvait du travail. Aujourd'hui, sa fille ou son fils, même en ayant obtenu des diplômes, doit souvent multiplier les jobs sous payés et les contrats au rabais pour s'en sortir. Dans ces conditions, comment se loger, faire des projets ? « *Zapper* » ainsi la jeunesse est une grave régression. Une régression éducative : les études ne sont plus un sésame pour l'emploi. Une régression sociale : pour la première fois depuis un siècle, une génération va vivre moins bien que celles qui l'ont précédée. Une

régression collective : précariser la jeunesse, c'est fragiliser les droits sociaux de demain. C'est la réalité vécue par des millions de familles, notamment parmi les classes moyennes.

Bien sûr, les situations varient. Elles sont presque aussi nombreuses que les individus eux-mêmes, selon que l'on a un emploi ou pas, que l'on travaille dans une grande entreprise (publique ou privée) ou dans une plus petite structure, que l'on vit ou non en couple, avec ou sans enfants, avec un ou deux salaires, selon que l'on est locataire ou propriétaire de son logement, propriétaire qui rembourse son prêt ou qui s'en est acquitté, selon que l'on vit dans le centre d'une métropole ou à sa périphérie, à la campagne ou à la montagne, etc. Mais l'incertitude face à l'avenir est la même. Dans la France de 2011, les fins de mois de quinze millions de personnes – un adulte sur trois – se jouent à 50 ou 100 euros près.

Nombreux sont nos concitoyens qui ont l'impression de ne plus avoir ni voix ni poids. Ouvriers de l'industrie, employés, techniciens, contremaîtres et cadres du secteur privé, fonctionnaires, mais aussi éleveurs et agriculteurs, artisans, commerçants, dirigeants de PME et de TPE, ils ont l'impression de sortir des radars de l'histoire. Que pèsent leur emploi et leurs compétences dans une économie dont le centre de gravité est la « *Chinamérique* », où l'on produit ailleurs à moindre coût, où le monde du travail doit payer l'ardoise de l'économie-casino ? « *L'avenir se joue loin de nous, sans nous, contre nous* », combien de fois avons-nous entendu cette remarque lors du tour de France que nous avons effectué avant de concevoir nos propositions !

Pendant ce temps, quelques-uns s'enrichissent et nous prient de trouver la mondialisation « *heureuse* ». Ils nagent dans l'économie globale comme des poissons dans l'eau, font de l'argent et de ses signes extérieurs les seuls critères d'une vie réussie. C'est ce PDG qui plaide un jour pour « *des usines sans ouvriers* ». C'est ce publicitaire qui affirme un jour : « *Si à cinquante ans, on n'a pas de Rolex, on a raté sa vie* ». Ce sont ces footballeurs millionnaires qui, portant le maillot tricolore lors de la Coupe du monde, font la grève du ballon avant d'être éliminés sans gloire et s'agrippent malgré tout à leurs primes. Ce sont ces ministres qui dépensent 12 000 euros de cigares aux frais du contribuable, cumulent la charge du Budget de la nation et les fonctions de trésorier-collecteur de fonds de l'UMP, survolent un pays en insurrection dans le jet privé d'un homme d'affaires lié au régime qui la réprime. « *La crise, c'est pour les autres* », voilà l'hymne des seigneurs du village global, cette nouvelle aristocratie dont plusieurs dirigeants d'entreprises cotées sont l'expression arrogante. En 1970, l'écart entre la rémunération d'un PDG et le salaire moyen de ses employés était au maximum d'un à quarante ; actuellement, il peut varier de un à deux cents, cinq cents, mille. Rien, absolument rien ne justifie un tel abîme social.

LA PANNE D'ESPOIR, C'EST AUSSI LE REcul DE LA FRANCE DANS LA COMPÉTITION MONDIALE

Nos parts de marché reculent dans les échanges commerciaux. Certains classements internationaux ou échecs commerciaux ont fait l'effet de véritables coups de semonce, notamment dans l'industrie. Ces revers témoignent d'une fragilité nouvelle sur les

champs d'excellence française. Ils sont d'autant plus cruels qu'ils éclipsent les succès à l'export de nombreuses PME, l'attractivité de notre pays pour les investissements étrangers ainsi que la productivité de nos salariés, l'une des plus élevées du monde.

Dans la bataille pour la valeur ajoutée, la France est l'estée d'un chômage massif, de déficits excessifs et d'un endettement explosif. S'y ajoute un fréquent affaiblissement de la voix de la France dans le concert mondial. De Shanghai à Berlin, notre capacité d'entraînement des autres nations est réduite, faute de vision et d'exemplarité des dirigeants actuels, et d'abord quand il s'agit de porter haut nos valeurs.

Ni à Copenhague ni à Cancun, où le futur climatique du monde se décidait, les Européens, avec la France, n'ont su se faire entendre. Pour peser, l'Europe ne possède certes pas le degré d'intégration politique des États-Unis, ni leur puissance militaire. Elle n'a pas non plus la vitalité économique des nouvelles puissances-continentes d'Asie. Reste que le recul de l'Europe est moins dû à ses décisions qu'à son indécision, qu'il s'agisse de ses institutions extérieures, de son goût pour la concurrence interne plutôt que pour la croissance, de sa trop faible montée en gamme dans l'économie de la connaissance et de sa trop grande foi dans le libre-échange. L'avenir n'est pas écrit. Mais la perspective d'une France et d'une Europe politiquement reléguées, économiquement désindustrialisées, socialement précarisées est malheureusement réelle. Ce décrochage est d'autant plus insupportable que l'Europe a toutes les cartes en main pour proposer au monde le modèle qui le fera rebondir.



DE VRAIS ATOUTS POUR FAIRE LA COURSE EN TÊTE

Alors que le monde ne nous attend pas, il existe un paradoxe français : nous avons de solides atouts, mais tout se passe comme si nous ne les voyions pas ou ne savions pas les utiliser – et d’abord pour notre jeunesse, la plus précieuse richesse du pays.

NOTRE POSITION GÉOGRAPHIQUE EST UN LEVIER D’ATTRACTIVITÉ

Nous sommes la première façade maritime d’Europe, passage obligé pour le détroit le plus fréquenté du monde *via* la Manche, tournés vers les États-Unis par l’Atlantique, ouverts à l’Afrique grâce à la Méditerranée. Avec l’Allemagne voisine, nous formons le cœur de la base industrielle du continent. Notre agriculture, malgré la crise que vit le monde paysan et la flambée des cours, reste une référence mondiale pour la qualité et la diversité de ses productions alors que la satisfaction des besoins alimentaires est l’un des grands enjeux du XIX^e siècle.

NOS TECHNOLOGIES DE POINTE S’IMPOSENT DANS DES SECTEURS CLÉS.

En 2007, la SNCF et Alstom ont battu le record de vitesse d’un train en faisant circuler une

rame à 547 kilomètres heure. En 2009 et 2010, ce sont des équipes médicales françaises qui ont réalisé la première greffe d’une bronche artificielle sur un patient et réussi la première greffe totale de visage. En 2011, au centre spatial de Kourou en Guyane, Ariane 5 a battu le record de tirs réalisés avec succès et Renault a commercialisé ses premiers véhicules électriques. Le savoir-faire de nos chercheurs et de nos ingénieurs est reconnu : en témoignent les prix Nobel, médailles Fields et distinctions internationales qui récompensent nos médecins, mathématiciens, physiciens.

NOTRE DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE ET NOTRE RAYONNEMENT LINGUISTIQUE SONT UNE FORCE

Avec soixante-treize millions d’habitants à l’horizon 2040, la France pourrait être le pays le plus peuplé d’Europe, mais aussi l’une des nations les plus jeunes du continent. De quoi envisager avec confiance le futur de son économie et de sa protection sociale. C’est ce capital matériel et humain qui nous permettra, si nous savons nous projeter, de bénéficier de la nouvelle croissance qui surgit en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique, en Afrique. Et puis il y a notre langue ! Deux cents millions de francophones la pratiquent sur tous les continents. Avec les progrès de l’alphabétisation, ils pourraient être près d’un milliard en 2050. C’est décisif pour faire vivre la diversité culturelle et défendre nos intérêts, autant que d’être – ce que nous sommes de surcroît – un membre permanent du Conseil de sécurité de l’ONU.

NOUS DISPOSONS D'UN PATRIMOINE EXCEPTIONNEL, CELUI QUI FAIT DE LA FRANCE LA PREMIÈRE DESTINATION TOURISTIQUE BIEN SÛR, MAIS AU-DELÀ, CELUI QU'A FORGÉ SON HISTOIRE.

La rupture de 1789, l'insurrection populaire de 1848, la Commune de Paris en 1871, la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'État, le Front populaire en 1936, l'appel du 18 juin 1940, le programme du Conseil national de la Résistance en 1944, autant de repères qui, aujourd'hui encore, inspirent les peuples qui refusent l'oppression. Ce bien commun remonte à loin et prend appui sur des fondements solides : les espérances spirituelles, l'affirmation de l'humanisme du XVI^e siècle, l'égalité devant la loi avec la Révolution française. Cette histoire est celle de tous les Français. Elle doit servir à rassembler la nation, pas à la diviser. Elle doit être apprise et transmise, et non détournée, capturée, à des fins idéologiques ou électorales. Rousseau, Michelet, Hugo, Jaurès nous l'ont appris : l'histoire de France, cette diversité faite unité par la volonté générale, cet arrachement aux instincts et leur dépassement par la citoyenneté, est une histoire universelle pour l'humanité. Soyons en fiers et continuons-la.

D'autres leviers sont entre nos mains : nos infrastructures et nos services publics, notre État et nos collectivités territoriales, notre système d'éducation et de formation. Sans oublier les énergies qui irriguent la société : actions dans les territoires, initiatives des entreprises, aspirations de la jeunesse et d'abord dans les quartiers populaires, projets

des associations, familles qui s'inventent et se réinventent, solidarités dans la sphère privée comme dans l'espace public. Le rôle, le devoir du politique, c'est de convertir ces atouts, de conforter ces succès, de rendre possibles de nouvelles réussites et de nouvelles conquêtes, pour mettre fin au désenchantement français et engager le redressement national.





AGIR POUR NE PAS SUBIR

Chacun mesure l'ampleur et la complexité des défis auxquels sont confrontés celles et ceux qui veulent changer les choses. Tout cela laisse deviner le poids des résistances et des intérêts qui se mettront sur notre chemin. Mais ce n'est pas parce que la montagne est haute qu'il faut renoncer à la gravir.

REGARDER LE MONDE TEL QU'IL EST, CE N'EST PAS FAIRE PASSIVEMENT LA SOMME DES CONTRAINTES, MAIS EN CONNAÎTRE LE POIDS POUR LES SURMONTER

C'est prendre la mesure des aspirations individuelles et des ressources collectives pour enrayer un cours des choses qui n'a rien de fatal. C'est faire la part des contraintes réelles, celles qu'impose le changement climatique ou qui pèsent sur les finances publiques, et les politiques décidées par des gouvernements libéraux depuis dix ans dans notre pays et qui peuvent, qui doivent être stoppées et changées. C'est voir aussi, par exemple, l'immense marché pour nos entreprises et nos savoir-faire que constitue la croissance à l'Est et au Sud, autant que les menaces qui se profilent à cause du manque d'eau, de la pollution de l'air et des sols, de la pauvreté. C'est prendre appui sur la rareté des énergies fossiles pour imaginer de nouvelles façons de produire, de construire, de consommer, de redistribuer. C'est prendre acte de l'échec du collectivisme et du naufrage du libéralisme pour enfin changer. Transformer les

risques comme nos faiblesses en opportunités, c'est le réveil de la volonté.

REGARDER LE MONDE EN FACE, C'EST VOULOIR QUE LE PROGRÈS REPARTE

Interrogeons nos aînés sur ce qu'était la vie, voilà soixante ou cent ans, ils nous diront que malgré les difficultés, mieux vaut avoir 20 ans en 2011 qu'en 1914. En France et en Europe, voilà trois ou quatre générations, des guerres décimaient les familles, des pandémies ravageaient des régions entières, les privilèges de la naissance prévalaient sur le mérite d'une existence, les enfants travaillaient à l'usine, l'espérance de vie n'atteignait pas le demi-siècle.

Que le futur soit incertain ne saurait faire regretter ces temps-là. Pas plus qu'il ne saurait nous faire craindre le progrès des sciences et des techniques. Biotechnologies, nanotechnologies, sciences cognitives offrent de fantastiques perspectives, et d'abord dans le champ médical. Songeons à l'ingénierie tissulaire quand les dons ne suffisent plus à combler les besoins, ou à la médecine du cerveau pour combattre les maladies neurodégénératives comme Alzheimer ou Parkinson. Ces nouveaux moyens suscitent aussi des craintes. Soit parce que des multinationales y voient une source de profits. Soit que des pouvoirs politiques y deviennent un moyen de contrôler les citoyens par l'ADN. Demain comme hier, sciences et techniques sont ce que nous en ferons. Assignons leur un sens et des limites, celles de l'éthique et du droit,

mais revendiquons l'héritage des Lumières. Contre l'obscurantisme, la raison. Contre la maladie, le savoir. Contre l'intolérance, la connaissance.

ENFIN, ÊTRE LUCIDE, C'EST AGIR POUR NE PAS SUBIR

C'est retrouver, comme en rêvait Albert Camus, « *un certain accord de la terre et du pied* ». Une souveraineté sur le temps, sur l'espace, sur l'argent. C'est puiser dans la violence des injustices l'énergie de les combattre. « *Seuls 20 % des enfants de moins de trois ans bénéficient d'une place en crèche ou en halte-garderie* », « *Madame Bettencourt gagne 34 millions d'euros par an, soit plus de 25 000 fois le Smic* » – derrière les chiffres, il y a des inégalités et des privilèges insupportables.

Pour en venir à bout, encore faut-il rompre avec l'idée qu'il n'existe qu'une seule politique possible ! Dans l'histoire d'un peuple libre, il y a toujours un chemin ouvert et des choix utiles contre la gestion sans âme et les dogmes répétés en boucle par ceux-là mêmes qui ont si mal agi ou qui sont si bien à l'abri. Pas la peine d'aller chercher plus loin les causes du désarroi civique que traduisent l'abstention et la montée de l'extrémisme. Ce n'est pas en stigmatisant les électeurs que nous inverserons la donne, mais en les écoutant et en leur proposant une autre France et une autre Europe pour un autre avenir. Cette volonté de reprendre en main notre destin anime le Parti socialiste à l'heure où tant de Français peinent et doutent.

Les Français le savent ou le sentent : notre pays a besoin de l'alternance, d'une autre présidence avec d'autres idées et d'autres priorités. C'est un enjeu d'intérêt national : nous sommes à la croisée des chemins.

Ou bien la voie de la continuité, donc de la glissade.

Ce sont la dérégulation et la marchandisation, qui demeurent les recettes privilégiées. Le capitalisme financier reste dominant. Le compte à rebours écologique continue de s'égrener, les injustices et les tensions de croître. C'est la voie qui est empruntée en France depuis dix ans. Ce sera le projet de la droite en 2012. C'est le modèle qui mine la planète et mène l'humanité dans le mur. C'est un monde de concurrence exacerbée, d'indifférence, de violence.

Ou bien le chemin du redressement, du changement et du rassemblement.

C'est celui que les socialistes et la gauche proposent, avec une conviction au fond du cœur : la politique peut reprendre le pouvoir sur la finance. Nous pouvons agir autrement. « Agir », car il n'y a pas de fatalité mais le plus souvent un manque de volonté. « Autrement », car tout n'a pas été essayé, parce qu'une alternative existe à la droite libérale et autoritaire, parce que les socialistes portent des idées d'avenir – la régulation, la justice, la préservation écologique, la décentralisation, la laïcité –, qu'ils ont tiré les leçons de leur action passée, qu'ils ont les solutions pour sortir le pays des crises. La gauche ou le déclin, la gauche contre le déclin, voilà l'enjeu de 2012.

